

Compte rendu

Ouvrage recensé :

Lucien LEMIEUX, *L'établissement de la première province ecclésiastique du Canada, 1783-1844*

par Jean-Charles Falardeau

Recherches sociographiques, vol. 9, n° 3, 1968, p. 322-324.

Pour citer ce compte rendu, utiliser l'adresse suivante :

URI: <http://id.erudit.org/iderudit/055415ar>

DOI: 10.7202/055415ar

Note : les règles d'écriture des références bibliographiques peuvent varier selon les différents domaines du savoir.

Ce document est protégé par la loi sur le droit d'auteur. L'utilisation des services d'Érudit (y compris la reproduction) est assujettie à sa politique d'utilisation que vous pouvez consulter à l'URI <https://apropos.erudit.org/fr/usagers/politique-dutilisation/>

Érudit est un consortium interuniversitaire sans but lucratif composé de l'Université de Montréal, l'Université Laval et l'Université du Québec à Montréal. Il a pour mission la promotion et la valorisation de la recherche. Érudit offre des services d'édition numérique de documents scientifiques depuis 1998.

Pour communiquer avec les responsables d'Érudit : info@erudit.org

Or ces rajustements, on peut prévoir qu'ils se feront par l'étude minutieuse de l'objet de chacun des chapitres de l'ouvrage, qui tous offrent matière à une thèse élaborée. Ils se feront alors par l'addition de plans d'investigation découpés dans le temps, autres que celui qu'utilise principalement Harris, qui a centré son étude sur le moment de la Conquête. Ils se feront surtout par l'adjonction de la dimension historique (l'évolution dans le temps) qui fait défaut à l'œuvre du géographe. Ainsi, par exemple, le problème fondamental du contrôle du seigneur sur son fief ne peut parfaitement s'étudier que dans une perspective qui tienne incessamment compte du moment de la colonisation. Jacques Raudot se plaint avec insistance des abus des seigneurs. Quelle est la signification profonde de ces abus et pourquoi existent-ils au tout début du XVIII^e siècle? On pourrait multiplier les exemples (politiques de l'État, recrutement des colons, ventes des rotures) où il est permis de prévoir que la conjoncture historique sera éclairante et corrective.

Des rajustements se feront enfin par l'abandon de l'équivoque que traîne Harris et qui montre qu'il est lui-même tributaire de l'historiographie qu'il combat. Ce qu'il étudie en effet, c'est la prise de possession du sol. Or parce qu'on a abusivement lié celle-ci au régime seigneurial, il en arrive à ne concevoir le système de propriété qu'en fonction du développement de la colonisation agricole et à nier son importance parce que ce développement a suivi d'autres lignes de force. Mais le régime seigneurial, c'est beaucoup plus qu'un mode de colonisation. C'est un mode de vie en société. (Pourquoi, par exemple, en dépit d'un rôle réel effacé, le titre de seigneur fut-il convoité pendant toute l'histoire de la Nouvelle-France?) Aussi n'est-ce pas du tout sûr que les conclusions de Harris, en ce qui concerne la portée *sociale* du régime seigneurial, résistent à l'analyse qu'il aura cependant eu le mérite de déclencher.

Jean BLAIN

*Département d'histoire,
Université de Montréal.*

Lucien LEMIEUX, *L'établissement de la première province ecclésiastique du Canada, 1783-1844*, Montréal et Paris, Fides, 1968, 559 p. (Collection *Histoire religieuse du Canada*, publiée sous la direction du Centre de recherche en histoire religieuse du Canada, Université Saint-Paul, Ottawa, avec la collaboration du Département d'histoire de l'Université d'Ottawa.)

Saluons avec éloges cette monographie qui ajoute quelques assises nouvelles et de solides contreforts à l'historiographie de notre XIX^e siècle. Malgré, en effet, son titre d'allure restrictive, elle embrasse l'histoire des relations entre l'Église et le pouvoir britannique durant les quatre-vingts premières années du régime anglais au Canada. De cette période, Marcel Trudel, en 1963,¹ a rappelé qu'elle a été celle de la libération, de la canadianisation et de la dégallicanisation de l'Église du Canada; que c'est lorsque cette Église devient libre et parce qu'elle devient libre que tout change chez elle; que c'est, enfin, l'installation de M^{gr} Lartigue comme évêque en titre, en 1832, qui paraît marquer l'étape capitale vers la libération (pp. 61-64). L'étude de L. Lemieux, par ses minutieux cheminements documentaires, cerne et illustre ces propositions, et bien d'autres encore, que ne pourra plus ignorer désormais quiconque traitera des attitudes, de la stratégie, des structures ecclésiastiques du Canada français après 1760. Cette étude fera autorité.

L'auteur a dépouillé des milliers de documents d'archives. Il a surtout inventorié des correspondances. « On ne peut rien comprendre, en effet, de l'établissement de la première province ecclésiastique au Canada, affirme-t-il, si on ne tient pas compte des relations

¹ Marcel TRUDEL, « La servitude de l'Église catholique du Canada français sous le régime anglais », *Rapport de l'assemblée annuelle de la Société historique du Canada*, 1963, 42-64.

épistolaires et humaines entre les individus qui y ont contribué... spécialement les représentants des institutions ecclésiastiques ou politiques » (p. VII). Au cours de l'interminable itinéraire épistolaire dans les méandres duquel il nous entraîne, L. Lemieux découvre des paysages sociaux dont il reconstitue les traits de façon souvent saisissante: il rend palpables les inimaginables subtilités de la diplomatie romaine qui, dans ses tractations avec le gouvernement britannique, réussit à la fois à flatter le Régent et à affirmer discrètement la priorité que Rome entend conserver dans les nominations épiscopales, par exemple, celle d'Edmund Burke comme vicaire apostolique de la Nouvelle-Écosse, en 1817; il articule solidement les efforts que déploie l'évêque de Québec pour se maintenir au dessus des conflits des deux compagnies rivales, la Compagnie de la Baie-d'Hudson et la Compagnie du Nord-ouest, qui cherchent à contrôler le commerce de l'Ouest canadien (p. 103); il met à jour le labyrinthe réseau d'interventions personnelles et d'intrigues qui, tant à Londres qu'à Rome, incitent M^{gr} Plessis et l'archevêque de Baltimore à se trouver, selon la pratique du temps, des « agents » spéciaux qui seront leurs hommes de confiance et leurs porte-parole en chacun de ces endroits stratégiques (pp. 113, 118); il évoque avec brio les méritoires étapes de la colonisation de la région de la Rivière-Rouge (pp. 99-102).

Je pourrais citer de nombreux autres exemples, tellement cette monographie, je le répète, déborde le cadre délimité par son titre. Ce cadre cependant, on le voit prendre graduellement une forme et une vie propres dans la perspective de quatre pôles dominants, deux humains, deux géographiques, d'où émanent et où se résorbent les fils d'un complexe réseau d'échange: les évêques québécois, les gouverneurs britanniques, Londres, Rome. C'est dans le jeu et le contrejeu entre ces quatre centres d'intérêt que s'est déterminé le destin des structures formelles du catholicisme canadien après 1760 et que se sont dessinés, par voie de conséquence, les traits de ce catholicisme lui-même. Un catholicisme qui sera bien différent de la jeune république dynamique du Sud et de celui de la France post-révolutionnaire. Un catholicisme encerclé par une population anglophone et protestante, soumis à un pouvoir décidé à l'angliciser sinon à le protestantiser! D'où les inlassables démarches de l'évêque de Québec pour faire reconnaître par Rome les besoins particuliers de l'Église canadienne et faire accepter la spécificité de son statut. Efforts aussi pour découper un immense territoire en subdivisions administratives qui permettront d'assurer à des populations clairsemées un minimum de secours missionnaires. Efforts, en outre, pour contrecarrer les menées des Sulpiciens de Montréal qui cherchent à se soustraire au contrôle épiscopal canadien. Au terme de ces combats et de ces ténacités, se conjuguent les composantes d'une physionomie qui demeure celle du catholicisme canadien: son attitude loyaliste, son caractère romain, son ambition missionnaire.

Ces constatations ne sont pas ainsi formulées dans l'ouvrage de L. Lemieux, mais elles ne peuvent manquer de retenir l'attention aux détours des conversations ou entre les lignes des inépuisables correspondances qu'il rapporte. De même en est-il d'autres questions vitales qui demeurent latentes plutôt qu'explicites, particulièrement des questions touchant les attitudes de la population canadienne vis-à-vis des démêlés ecclésiastico-politiques: qu'est-ce que le peuple français du Bas-Canada a connu de tous ces débats? dans quelle mesure était-il en accord ou en désaccord avec les conduites de chefs ecclésiastiques qui, en général, s'éloignaient si peu des dictées britanniques? jusqu'à quel point la soumission religieuse de notre peuple a-t-elle été une cause d'indifférence politique?

Au fait, la société canadienne est un peu absente de ce panorama historique et la reconstitution qu'en propose L. Lemieux laisse fréquemment l'impression qu'elle se situe dans une sorte de stratosphère. Question de méthode? On eût aimé que celle-ci fût centrée sur un ou des problèmes plutôt que sur une période, comme le proposait jadis Lord Acton à ses étudiants d'histoire; qu'elle débouchât davantage sur une histoire « élargie et poussée en profondeur » selon l'expression de Marc Bloch. Mais plusieurs historiens me répondront probablement là-dessus que, s'il s'agit d'historiographie canadienne, nous sommes encore

obligés de colliger et de connaître d'abord les faits, beaucoup de faits. Et peut-être ont-ils raison.

Jean-Charles FALARDEAU

*Département de sociologie et d'anthropologie,
Université Laval.*

Jean MÉNARD, *Xavier Marmier et le Canada. Avec des documents inédits. Relations franco-canadiennes au XIX^e siècle*, Québec, Les presses de l'université Laval, 1967, IX-210 p. (*Vie des Lettres canadiennes*, 4).

Xavier Marmier (1808-1892), écrivain romantique de second ordre et membre de l'Académie française, a laissé une production littéraire considérable. Ce polygraphe était un voyageur impénitent qui permit aux Français de son temps, plus casaniers qu'aujourd'hui et moins bien servis par les moyens de transport, de voyager par la lecture. Même si ses ouvrages sont souvent superficiels (« Il aurait dû se fier plus à son regard, un peu moins à sa culture », observe Jean Ménard), il a le mérite d'avoir élargi les horizons de ses contemporains aux autres civilisations, scandinaves ou slaves, pour ne citer que celles-là. Marmier (dont la correspondance reste introuvable, mais dont on possède un journal intime des plus intéressants) se révèle un conservateur en politique, plus précisément légitimiste. Ce galant homme assez mondain, amène en société, entouré par les douairières du faubourg Saint-Germain, se montre dans son journal un critique féroce des travers de ceux qu'il a fréquentés.

C'est en 1849 que Marmier découvre l'Amérique. Débarqué à New-York, il ne passe que quelques semaines dans la République américaine. Le conservateur perdu dans cette république démocratique, et le Français qui cherche la France dans ses pérégrinations semblent bien mal à l'aise dans ce pays. Ce qui nous vaut des remarques acidulées sur le « type physique » des Américains et leurs mœurs peu prisées par le voyageur. « Dieu soit loué! Je suis rentré en France », s'écrit Marmier, qui passe au Canada en novembre. Il y visite la ville de Québec, Saint-Hyacinthe, Montréal, Caughnawaga, puis effleure le Haut-Canada. Il rentre au pays natal via la Louisiane et l'Amérique du sud.

En 1851, Marmier publie à Paris ses *Lettres sur l'Amérique* en 2 volumes. Cette publication arrive à point nommé, alors que la France du Second Empire va redécouvrir à son tour le Canada français. L'ouvrage connaît plusieurs rééditions totales ou partielles. En 1859 et 1860, Marmier rédige un roman, *Gazida*, où l'on retrouve des paysages de la vie canadienne et des scènes de la vie indienne. Couronné avec enthousiasme par l'Académie française, le roman est réédité trois fois du vivant de l'auteur. Dans son étude, J. Ménard retrace les modèles des personnages de *Gazida*: ce qui nous amène à constater encore une fois la curiosité et les lectures immenses de Marmier. J. Ménard souligne en passant (hypothèse intéressante qu'il faudrait vérifier pour d'autres auteurs) que le romantisme de Marmier l'a amené à se passionner pour les pays du Nord, et partant, le Canada. L'explication de son attachement au Canada français tiendrait non seulement à des considérations de solidarité ethnique et culturelle (le rameau français en Amérique) mais aussi et autant à l'attrait d'un pays nordique. Sans compter la fascination de l'Indien chez un auteur nourri dans la tradition du « bon sauvage » et les écrits de Chateaubriand...

Surnommé « le Canadien » (ni le premier ni le dernier Français à mériter le titre), Marmier s'intéresse sincèrement au développement culturel de la collectivité canadienne-française. Lors de son voyage chez nous, il a établi des relations avec les Garneau, les Tassé, les Chauveau, les Viger et bien d'autres. Il continue d'entretenir avec les Canadiens une abondante correspondance jusqu'à sa mort. Malheureusement, les recherches patientes et considérables de J. Ménard n'ont permis de retrouver qu'une fraction infime de ces échanges. Marmier se tient au courant de la production littéraire canadienne et il encourage les jeunes auteurs (il joue un rôle clef dans le couronnement de Casgrain et de Fréchette par l'Acadé-